

Cop 21, le tournant ? Tout ce qui a changé depuis l'échec de la conférence sur le climat de Copenhague



Si la conférence sur le climat de Copenhague a été un échec, les espoirs se portent désormais sur la Cop21 qui se déroulera à Paris. Depuis 2009, la prise de conscience du réchauffement climatique dans le monde incite les Etats à se montrer responsables.

Avec Jean-Paul Maréchal

Avec Robert Dardanne

Avec Albert Bressand

Atlantico : 6 ans après la conférence climat de Copenhague, le fiasco du bilan est dans les esprits. La position des Etats-Unis et de la Chine divergeait, alors que les pays en développement soupçonnaient en permanence les grandes puissances de vouloir imposer leurs intérêts. Peut-on espérer une évolution sur ces points pour la Cop21 ?

Jean-Paul Maréchal : On peut en effet espérer que les choses se passent mieux cette fois-ci ! En fait, la Conférence de Copenhague n'a fait que révéler au grand jour des divergences sino-américaines qui existaient depuis bien longtemps. Rappelons que les Etats-Unis se sont retirés des négociations sur l'application du Protocole de Kyoto (1998) en 2001 au motif qu'il exemptait la Chine de toute obligation de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. En 1997, une résolution adoptée par le Sénat (la résolution Byrd-Hagel) avait en effet mis deux conditions à la ratification par les États-Unis du Protocole de Kyoto : d'une part que cela ne cause pas de dommages significatifs à l'économie américaine et, d'autre part, que soit rejeté tout accord qui fixerait des objectifs de réduction d'émissions pour les pays développés et qui en dispenserait les pays en développement. Or, il faut rappeler qu'en 1990, les rejets chinois représentaient la moitié des rejets américains : 2,5 contre 5 milliards de tonnes (Gt). En 2000, ces chiffres étaient déjà passés à 3,6 Gt pour la Chine et 5,9 pour les États-Unis. Aujourd'hui, l'empire du Milieu émet deux fois plus de CO₂ que les États-Unis.

On comprend mieux pourquoi, encore aujourd'hui, ni la Chine ni les États-Unis n'accepteront un accord contraignant si l'autre n'y est pas soumis.

Quant aux pays les plus pauvres, ils considèrent toujours, et à juste titre d'ailleurs, qu'ils sont les premières victimes d'un phénomène dont ils ne partagent qu'une responsabilité infime voire pas de responsabilité du tout.

Robert Dardanne : La position des gouvernements est difficile à préjuger. Néanmoins, je crois que certains aspects ont énormément progressés, comme ceux relatifs aux entreprises puisque partout dans le monde, de nombreuses entreprises ont intégré la problématique du climat dans leurs investissements et leur attitude. Selon moi qui ai été sur le terrain ces 7-8 dernières années, les entreprises prennent de plus en plus en compte les contraintes climatiques.

~~Cela s'explique de plusieurs manières. D'une part par les cadres légaux : il y a des mesures, des textes plus rigoureux dans un certain~~

nombre de domaines environnementaux, des incitations dans d'autres domaines comme l'énergie renouvelable, soutenue par des aides pour une partie. Egalement, pour une part des sociétés, une volonté de prendre en compte les améliorations de leur empreinte carbone, de leur pollution à travers leur activité. Un exemple frappant en la matière : en 2014, les investissements dans les usines de production d'électricité ont été majoritairement en énergie renouvelable dans le monde. Ce taux a progressé ; ainsi la moitié de toutes les usines de production d'électricité ont été en 2014 des usines soit éolienne, soit à biomasse, soit hydro-électriques. Nous ne sommes plus dans des investissements mineurs, il s'agit d'investissements lourds. Dans la pratique, les entreprises semblent plus motivées que ne le sont peut-être les Etats.

Albert Bressand : L'état d'esprit dans lequel se présente Paris est très différent de Copenhague. Malgré le discours sur un accord dit "contraignant", la COP21 va en fait réunir les propositions que les états –180 environ—ont élaborées souverainement et sans cadre commun. D'un point de vue européen—inspiré par la philosophie de Kant et de l'impératif moral universel-, c'est un recul important car le principe de souveraineté revient au centre du jeu. Mais en matière d'efficacité de l'accord, on évite les oppositions stériles entre les idéalistes et les souverainistes. Pour vous répondre, Paris se définira en effort de persuasion et non pas en contrainte, ce qui est moins ambitieux mais en réalité beaucoup plus efficace dans le monde tel qu'il est. On recule si l'on envisageait une gouvernance environnementale globale, mais on avance en ce qui concerne les résultats concrets.

Albert Bressand est l'auteur de deux notes récemment publiées à la Fondation pour l'innovation politique : [Good COP21, Bad COP21 \(1\) : le Kant européen et le Machiavel chinois](#) et [Good COP21, Bad COP21 \(2\) : une réflexion à contre-courant](#)

Au total, le bilan de Paris sera probablement positif mais pour environ le tiers seulement du problème. C'est déjà bien, et il est probable que dans le cadre ONU ou 200 pays ont un droit de veto (les COP annuels) on ne pourra ne pourra guère faire mieux. Au processus COP, pour la suite, il faudra donc ajouter un second niveau de négociation entre une dizaine de pays seulement (dix pays émettent 85% des gaz à effet de serre) et sur des sujets beaucoup plus ciblés notamment le charbon.

Pour ce qui est des relations Nord-Sud, il faut distinguer l'aide au développement—à laquelle des pays comme la Chine ou le Brésil doivent aujourd'hui participer—et la dimension climatique. Sur cette dernière, il est absurde, comme cela et pourtant presque unanime, de dire que les pays riches ont une 'dette climatique'. La révolution industrielle européenne a, d'une part, arrêté le refroidissement dû aux cycles solaires naturels qui avait causé bien des ravages pendant le 'petit Age glaciaire' de 1300 à 1850. En outre, elle a permis de porter l'espérance de vie d'une trentaine d'année à une soixantaine pour une population mondiale qui sextuple—des milliards d'êtres humains ne sont en vie aujourd'hui que grâce à la révolution industrielle et de marché dont l'Europe a été le berceau et que les bons esprits proposent aujourd'hui de lui faire expier. Enfin, l'Europe raisonne aujourd'hui en termes d'économie statique alors que la population mondiale, sujet tabou, est passée de 4 à 7 puis sera très vite à 8 et bientôt 9 milliards d'hommes et que, grâce à la diffusion de l'économie libérale de marché, cette population remporte son combat contre la pauvreté absolue et s'enrichit rapidement. La classe moyenne européenne ne sera bientôt qu'une faible fraction d'une classe moyenne mondiale de 5 milliards d'êtres. Sur ce plan, après que la 'repentance' européenne infondée ait atteint un sommet à la réunion de Copenhague—sans résultat concrète car cette repentance fait de nous de mauvais négociateurs—on constate un début de prise de conscience et de réalisme. Mais il est encore timide.

Qu'est ce qui a changé depuis 2009 ? Y a-t-il aujourd'hui une réelle prise de conscience de la part des Etats, ou d'autres acteurs, permettant d'affirmer que la Conférence sur le Climat de Paris tombe à point nommé ?

Jean-Paul Maréchal : Ce qui a changé depuis 2009 c'est la prise de conscience de la réalité et de la gravité du changement climatique ainsi que de la responsabilité humaine dans celui-ci.

En conséquence, aucun des grands pays – et l'on pense en particulier là encore à la Chine et aux Etats-Unis – ne voudra apparaître comme le responsable de l'échec des négociations.

D'où la déclaration conjointe sino-américaine faite lors du sommet de l'APEC en novembre 2014 qui a permis à Pékin et à Washington d'annoncer jusqu'où les deux pays étaient prêts à aller. Il sera intéressant de voir si la COP21 les incitera à prendre des engagements plus audacieux.

Robert Dardanne : Le "timing" est certainement bon dans la mesure où nous n'avons plus de doute sur le fait que l'activité humaine et économique a un impact sur le climat, alors qu'il y a 7 ou 8 ans, certaines entités étaient sceptiques. Cette phase-là est, pour l'énorme majorité des gens, acquise. Les constats sont là et ils sont graves.

Et puis de nombreuses solutions existent. Nous avons la possibilité de rentrer dans une nouvelle économie qui peut se mettre en œuvre très rapidement pour certains aspects, et pour d'autres, qui doivent être planifiés dans le temps avec l'aide des Etats. A titre d'exemple, l'énergie nucléaire qui peut être remplacée tout comme l'utilisation des véhicules diesel... Le rôle des Etats et de l'Europe pour les pays européens est déterminant. Cette mutation ne doit pas effrayer la population – laquelle doit être guidée - car elle n'est pas génératrice d'arrêt d'activité ou de perte d'emplois, il s'agit bien d'évolutions d'activités qui elles-mêmes vont générer emplois et activité économique si elles sont bien planifiées.

Cela dit, deux remarques s'imposent. Tout d'abord une prise de conscience fondée sur des données scientifiques (rapport du GIEC) ne se traduit pas mécaniquement par des décisions politiques. Ensuite, le risque demeure que l'accord qui sera trouvé à Paris ne prévoit ni procédures de vérification des engagements des pays, ni dispositifs contraignants, comme c'est le cas du protocole de Kyoto avec les permis d'émissions.

Albert Bressand : En 6 ans la réalité du changement climatique apparaît plus nettement, et le débat avec les climato-sceptiques passe au second plan. A Paris on constatera qu'existe maintenant un consensus d'ordre politique et culturel sur la réalité du problème. De ce point de vue le processus COP, lancé une décennie seulement après les premières mesures scientifiques de la température de la planète, et les travaux du GIEC auront joué un rôle essentiel.

Ceci dit, les Républicains américains restent climato-sceptiques. Or contrairement à ce qu'imaginent les Européens, tout particulièrement les Français dont le zèle révolutionnaire s'exerce sur toile de fond monarchiste, le président Obama ne peut

nullement engager seul les Etats-Unis (sauf pour des accords qui ne seraient que l'élaboration de traités antérieurs ayant suivi la procédure, ce qui n'est pas le cas). Sa signature au bas du communiqué final n'aura pas plus de valeur que celle d'Al Gore en bas du projet d'accord de Kyoto (qui fut rejeté par le Sénat par 96 vote, un score unanime très rare outre-Atlantique). Compte tenu de la personnalité de Barack Obama elle a néanmoins un effet de persuasion moral fort.

L'exception se situera certainement en Europe, qui imposera des objectifs contraignants aux états membres en invoquant un 'accord' universel qui ne sera pas davantage que le communiqué final d'une conférence de l'ONU—un engagement moral important mais, quoi qu'en disent les diplomates, pas un accord juridique au sens d'un accord que l'on puisse opposer à autrui pour exiger qu'il prenne telle ou telle disposition. L'Europe reste kantienne dans un monde machiavélien, et l'effet d'entraînement qu'elle pense avoir est limité —y compris par le jusqu'au-boutisme d'une partie du courant écologiste qui présente toujours les efforts européens comme insuffisants et contribue, ce faisant, à ce que l'Europe ne soit pas perçue comme le leader qu'elle imagine être.

Quelles sont les évolutions d'un point de vue technique depuis 2009 en matière d'environnement ? En quoi ces évolutions ayant eu lieu permettent également d'être optimiste pour la COP21 ?

Jean-Paul Maréchal : Les industriels ont intégré la contrainte écologique à tous les niveaux. Les technologies dites "vertes" (LED, panneaux solaires, éoliennes...) se sont considérablement développées et leur utilisation contribue à une part croissante du mix énergétique mondiale.

Dans un secteur plus classique comme l'automobile, les voitures électriques ou hybrides ont été largement développées en même temps que la pollution engendrée par les véhicules à moteur thermique a diminué (même si le scandale des véhicules truqués de VW laisse planer un doute sur l'authenticité des chiffres fournis par les constructeurs).

Dans le transport aérien, les émissions de CO2 par kilomètres passagers transporté ont été divisé par 5 en 30 ans.

En fait, dans tous ces exemples, la contrainte écologique permet de réduire la consommation de carburant et entre de ce fait en phase avec l'objectif de réduction des coûts.

Et puis, il y a aussi des progrès considérables dans les processus industriels. Ainsi, les centrales à charbon émettent nettement moins de substances polluantes que par le passé.

Robert Dardanne : Dans le domaine de l'énergie, le prix de construction dans le domaine solaire a été divisé par 5 ces 7-8 dernières années. Il y a donc une véritable amélioration économique. D'autres exemples se retrouvent dans le secteur des transports. Nous sommes aujourd'hui en mesure de produire des véhicules électriques ou hybrides qui peuvent être performants sur le plan environnemental, et il est possible d'augmenter la production très rapidement puisque les outils techniques existent.

Dernière illustration quant aux progrès énormes réalisés depuis la conférence climat de Copenhague, il s'agit de l'habitat, dans la construction. En effet les normes BBC se sont imposées avec des effets positifs sur l'émission de l'habitat. Pour rappel, dans les émissions on distingue 3 grosses activités émettrices de CO2 à un tiers chacune à peu près : le transport, l'habitat et la production d'électricité.

Albert Bressand : Au plan technique les énergies renouvelables (ENR) se sont considérablement développées. Les Etats Unis ont également fortement réduit le charbon grâce à leur gaz naturel deux fois moins polluant et plus compétitif. En revanche, le retour du charbon dans des pays comme l'Allemagne les conduit à faire, au mieux, du sur-place climatique malgré le développement spectaculaire des ENR. On accorde trop d'importance à la technologie et pas assez à l'analyse économique.

La difficulté d'un sujet comme le climat est qu'il se présente dans deux ordres bien distincts : celui de l'éthique morale personnelle—vivre en harmonie avec la nature et ses valeurs—et celui des choix collectifs. On dit vouloir mettre en place des politiques 'ambitieuses'. C'est un terme moral, qui renvoie à l'effort que l'on est prêt à s'imposer —tant d'ENR, tant d'éoliennes en mer—voire à des valeurs 'écologiques' qui se trouvent, techniquement, aller à contre-courant de l'objectif climatique—notamment la sortie du nucléaire, énergie décarbonnée.

Ce qui fait défaut c'est la capacité, toute simple, à évaluer l'impact climatique d'une mesure que l'on a envie d'approuver au plan moral. Par exemple, y va-t-il beaucoup de Français qui savent de combien l'on fait reculer le réchauffement en adoptant le 'facteur 4' plutôt qu'un 'facteur 2' qui serait sans doute dix fois moins coûteux ? La réponse est de 8 jours au mieux—en fait plutôt 4 jours car on analyse d'équilibre général—en 2050, et un peu moins d'un mois en 2100. Un tel calcul n'est jamais fait—ou tout de suite oublié car on pense qu'en s'imposant un effort considérable on aura nécessairement un résultat bien plus important. La réalité, comme pour tout, est qu'une analyse coûts-résultats est au contraire le meilleur moyen d'obtenir des résultats. Or de ce point de vue, depuis Copenhague, on continue à s'enfermer dans le conformisme et le politiquement correct du tout-renouvelable au détriment de l'efficacité. Fermer les mines de charbon et lignites allemandes et passer au gaz auraient un effet de bien plus grande ampleur que la multiplication d'installations solaires adossées à des centrales au charbon pour gérer leur intermittence. On voit même la France rattraper son soi-disant retard en construisant des centrales éoliennes en mer qui vont non seulement abîmer l'environnement marin mais produire une électricité trois à quatre fois plus cher que l'électricité déjà décarbonnée dont on dispose—le bénéfice est exclusivement symbolique et émotionnel, cela pour un coût climatique et économique que l'on n'accepterait dans aucun autre domaine.

Malgré la volonté affichée par de nombreux gouvernements de trouver un accord, les aides publiques aux énergies fossiles restent encore très largement supérieures aux aides octroyées aux énergies "vertes". La réalité des politiques menées n'est-elle pas encore en contradiction avec les discours ? Sur ce point, quelle évolution peut-on constater depuis Copenhague ?

Jean-Paul Maréchal : Vous avez tout à fait raison. On ne peut que regretter qu'il n'y ait pas eu en France une vaste réforme fiscale renforçant la place de la fiscalité verte.

~~Mais, entendons-nous bien. Il ne s'agit pas dans mon esprit que la fiscalité verte vienne s'ajouter à la fiscalité existante. Il faudrait~~

qu'elle se substitue à certains éléments de la fiscalité actuelle.

Comme le répète souvent l'économiste Joseph Stiglitz, il est préférable de plus taxer les effets négatifs du fonctionnement de l'économie comme la pollution et la spéculation (afin de les réduire) que ce qui est utile comme le travail et l'épargne.

Robert Dardanne : Les aspects positifs que j'ai développés plus haut se heurtent à des contradictions comme celles que vous avez citées. Le prix du diesel en France est moins coûteux que l'essence alors que moins polluant, et on le reconnaît. Quant à l'aide à l'énergie fossile, elle doit cesser dans les meilleurs délais pour être mise à profit sur de la production avec moins d'émission de CO2, c'est évident ! Il faut donc mettre en harmonie l'expression positive avec la réalité des textes, des politiques.

A noter, un certain nombre de pays européens dont la France se sont engagés à réduire leurs aides aux énergies fossiles, mais cela n'est pas aussi marqué que cela va l'être suite à la Cop21 d'après moi.

Albert Bressand : Si vous écoutez comment Angel Guriá, Secrétaire général de l'OCDE, a été obligé de nuancer ses propos en présentant la dernière analyse des subventions, vous verrez que les chiffres de subventions aux énergies fossiles n'ont qu'une composante sérieuse, celle des prix de faveur auxquels les pays pétroliers (Arabie Saoudite, Nigeria, Iran jusqu'à récemment) vendent l'essence à leur population. Pour la partie OCDE, ces chiffres ne reflètent pas la réalité car ils reposent en fait sur des comparaisons entre taxations—on appelle 'subvention' une moindre taxation par rapport à d'autres secteurs. En outre ces chiffres ignorent les taxes spécifiques comme la TTIP qui est la partie principale du prix de l'essence en France. On peut en parler, mais les médias sur ce sujet n'ont pas fait preuve d'esprit critique, le chiffre servant uniquement à éviter un débat sur les subventions aux ENR. Toute industrie a son lobby, et pas seulement les pétroliers. Il reste, il est vrai, à convaincre l'Arabie saoudite et le Nigeria de vendre leur pétrole à leur population au même prix qu'au reste du monde : bonne chance !

Propos recueillis par Rachel Binhas